GROUPE SNC-LAVALIN INC.

NOTICE ANNUELLE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

Le 12 mars 2010

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. STRUCTURE DE L'ENTREPRISE	4
1.1 CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ.....	4
1.2 FILIALES ET SOCIÉTÉS ASSOCIÉES.....	4
2. DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ.....	6
3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	10
3.1 DISPOSITION GÉNÉRALE	10
Stratégie d'affaires.....	12
Concurrence.....	13
Politique de gestion de trésorerie.....	14
Structure organisationnelle.....	14
3.2 REVENUS PROVENANT DU CARNET DE COMMANDES	14
3.3 FACTEURS DE RISQUE.....	14
3.4 RESSOURCES HUMAINES.....	14
3.5 ÉNONCÉ DE VALEURS « NOUS VEILLONS ».....	15
3.5.1 Bien-être des employés.....	15
3.5.2 Santé et sécurité.....	15
3.5.3 Les collectivités au sein desquelles nous vivons et travaillons	16
3.5.4 Environnement	16
3.5.5 Qualité	16
4. DIVIDENDES.....	16
5. STRUCTURE DU CAPITAL.....	17
Description générale.....	17
Actions ordinaires.....	17
Cotes de crédit.....	17
6. MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	18
Marché 18	
Cours et volume des opérations.....	18
7. ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	19
8. POURSUITES	23
9. CONVENTION RELATIVE AU RÉGIME DE DROITS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES MODIFIÉE ET MISE À JOUR	23
10. AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	23
11. EXPERTS	23

12.	COMITÉ DE VÉRIFICATION.....	23
	Mandat du comité de vérification.....	23
	Composition du comité de vérification	23
	Compétences professionnelles et expérience pertinentes des membres du comité de vérification	24
	Politiques et procédures d’approbation préalable.....	24
	Honoraires des vérificateurs	24
13.	MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	25
14.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	26
	SUPPLÉMENT A – MANDAT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION	27

<p>N.B. : À moins d’indication contraire, l’information présentée dans cette notice annuelle est en date du 31 décembre 2009.</p>
--

1. STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

1.1 CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Groupe SNC-Lavalin inc. (la « **Société** ») a été constituée en vertu des lois du Canada le 18 mai 1967 et a été prorogée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 24 mars 1980. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises, notamment aux fins suivantes : fractionner ses actions en circulation (en 1996) à raison de trois pour une, mettre en œuvre un régime de droits de souscription des actionnaires, modifier la dénomination sociale de la Société, créer de nouvelles catégories d'actions et remanier son capital-social en circulation, changer le nombre maximal d'administrateurs, ajouter une exigence prévoyant qu'au moins les deux tiers des administrateurs ne seront pas des employés de la Société ou des membres de son groupe et redésigner les actions à droit de vote subalterne de catégorie A comme des actions ordinaires.

Le siège social de la Société est situé au 455, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) Canada H2Z 1Z3.

Dans la présente notice annuelle, « **SNC-Lavalin** » désigne, selon le contexte, la Société et toutes ou certaines de ses filiales ou coentreprises, ou la Société ou l'une ou plusieurs de ses filiales ou coentreprises.

1.2 FILIALES ET SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

Le tableau figurant à la page suivante indique les principales filiales et sociétés associées de SNC-Lavalin, ainsi que les principales entités de concessions d'infrastructure auxquelles la Société participe, leur territoire de constitution (qui est le Canada ou l'une quelconque des provinces ou l'un quelconque des territoires, sauf indication contraire) et le pourcentage d'actions votantes détenues en propriété véritable, par SNC-Lavalin ou sur lequel SNC-Lavalin exerce un contrôle ou a la main haute, directement ou indirectement.

**Pourcentage de titres
comportant droit
de vote détenu**

Produits chimiques et pétrole

SNC-Lavalin Engineers & Constructors, Inc. (Texas)	100 %	•
--	-------	---

Infrastructures

Construction

SNC-Lavalin Construction inc. (Canada)	100 %	•
--	-------	---

Infrastructures, bâtiments et systèmes de transport en commun

Agro-Bio Sucres Engineering S.A.S. (France)	66 %	•
BAE-Newplan Group Limited (Terre-Neuve-et-Labrador)	100 %	•
BECSI EIC S.A.S. (France)	100 %	•
Brun-Way Highways Operations Inc. (Canada)	70 %	•
C.J. MacLellan & Associates Inc. (Nouvelle-Écosse)	100 %	•
Genesis Network Architecture and Engineering Inc. (Canada)	100 %	•
Groupe Qualitas inc. (Québec)	100 %	•
Ingénierie Studio S.A.S. (France)	100 %	•
Laumond-Faure Ingénierie S.A.S. (France)	100 %	•
Nishi-Khon/SNC-Lavalin Limited (Territoires du Nord-Ouest)	49 %	♦
Quéformat Itée (Canada)	100 %	•
SLIVIA inc. (Québec)	60 %	•
SNC-Lavalin inc. (Canada)	100 %	•
Société d'expertise et d'ingénierie L.G.L., S.A. (Haïti)	33,33 %	♦
Span Consultants Pvt. Ltd (Inde)	100 %	•

Mines et métallurgie

Marte Engenharia Ltda (Brésil)	100 %	•
Minerconsult Engenharia Ltda (Brésil)	100 %	•
SNC-Lavalin Australia Pty. Ltd. (Australie)	100 %	•
SNC-Lavalin Chile S.A. (Chili)	100 %	•
SNC-Lavalin South Africa (Proprietary) Limited (Afrique du Sud)	100 %	•
VST Ingenieros Limitada (Chili)	100 %	•

Énergie

SNC-Lavalin ATP Inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin Constructors Inc. (Delaware)	100 %	•
SNC-Lavalin Systèmes de contrôle de l'énergie inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin Nucléaire inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin Power Ontario Inc. (Canada)	100 %	•

Exploitation et entretien

Gestion immobilière Nexacor inc. (Canada)	100 %	•
SLP Soutien à la clientèle inc. (Canada)	100 %	•
Programmes de défense SNC-Lavalin inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin PAE inc. (Canada)	50 %	♦
SNC-Lavalin Operations & Maintenance Inc. (Canada)	100 %	•

Investissements – concessions d'infrastructure

AltaLink L.P. (Alberta)	76,92 %	♣
Ambatovy Minerals S.A. LLC (Madagascar)	5 %	♣
Astoria Project Partners LLC (New York)	21 %	♣
Astoria Project Partners II LLC (New York)	18,5 %	♣
Société en commandite Gaz Métro (Québec)	2,42 %	♣
Société en commandite Gazmont (Québec)	50 %	♣
407 International Inc. (Ontario)	16,77 %	♣
In Transit BC Limited Partnership (Colombie-Britannique)	33,3 %	♣
Malta International Airport p.l.c. (Malte)	15,5 %	♣
Myah Tipaza SpA (Algérie)	25,5 %	♣
Okanagan Lake Concession Limited Partnership (Colombie-Britannique)	100 %	♣
Groupe Immobilier Ovation (Québec) Inc. (Québec)	100 %	♣
Shariket Kahraba Hadjret En Nouss SpA (Algérie)	26 %	♣
Société d'Exploitation de Vatry Europort S.A. (SEVE) (France)	51,13 %	♣
TC Dôme S.A.S. (France)	51 %	♣
Trencap s.e.c. (Québec)	11,1 %	♣
West End Dam Associates Limited Partnership (New York)	21 %	♣

Autres secteurs

Industriel

SNC-Lavalin (S.A.) inc. (Canada)	100 %	•
Les Services SNC-Lavalin Itée (Canada)	100 %	•
Sogéquip S.A.S. (France)	100 %	•

Pharmaceutiques et biotechnologie

Pellemon inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin Pharma inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin Pharm S.P.R.L. (France)	100 %	•
SNC-Lavalin Project Services, Inc. (Pennsylvanie)	100 %	•

Services de financement et d'assurance

The Equinox Indemnity Company, Inc. (Barbade)	100 %	•
Equinox CA Europe Limited (Irlande)	100 %	•

International

Boplan Ingénierie S.A.S. (France)	100 %	•
Chovet Engineering S.A.S. (France)	100 %	•
Intecsa-Inarsa S.A. (Espagne)	100 %	•
OAQ Vnipineft (Russie)	48 %	♦
Pingat Ingénierie S.A.S. (France)	100 %	•
P.T. SNC-Lavalin TPS (Indonésie)	95 %	•
S.A. SNC-Lavalin N.V. (Belgique)	100 %	•
SIRR Ingénierie S.A.S. (France)	100 %	•
SNC Italia S.p.A. (Italie)	100 %	•
SNC-Lavalin Aéroports S.A.S.U. (France)	100 %	•
SNC-Lavalin America, Inc. (Colorado)	100 %	•
SNC-Lavalin Angola Lta (Angola)	100 %	•
SNC-Lavalin Arabia LLC (Arabie saoudite)	100 %	•
SNC-Lavalin Dominicana S.A. (République dominicaine)	100 %	•
SNC-Lavalin Egypt LLC (Égypte)	100 %	•
SNC-Lavalin Engineering India Private Limited (Inde)	100 %	•
SNC-Lavalin Europe B.V. (Pays-Bas)	100 %	•
SNC-Lavalin Europe S.A.S. (France)	100 %	•
SNC-Lavalin International S.A.S. (France)	100 %	•
SNC-Lavalin S.A.S. (France)	100 %	•
SNC-Lavalin Gulf Contractors LLC (Émirats arabes unis)	49 %	♦
SNC-Lavalin International inc. (Canada)	100 %	•
SNC-Lavalin International Co. Inc. (Barbade)	100 %	•
SNC-Lavalin Maghreb EURL (Algérie)	100 %	•
SNC-Lavalin (Malaysia) Sdn. Bhd. (Malaisie)	100 %	•
SNC-Lavalin Mühendislik VE Taahhüt Limited Sirketi (Turquie)	100 %	•
SNC-Lavalin Peru S.A. (Pérou)	100 %	•
SNC-Lavalin Polska Sp. zo.o. (Pologne)	100 %	•
SNC-Lavalin Romania S.A. (Roumanie)	100 %	•
SNC-Lavalin (Shanghai) International Trading Co. Ltd. (Chine)	100 %	•
SNC-Lavalin Services S.A.R.L. (France)	100 %	•
SNC-Lavalin UK Limited (Angleterre)	100 %	•
Société d'Études et de Réalisations S.A.S. (SODER) (France)	100 %	•
Socodec Venezuela C.A. (Venezuela)	100 %	•
The SNC-Lavalin Corporation (Delaware)	100 %	•

• filiale ♦ société associée ♣ partenaire en investissement

2. DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

Les faits saillants relatifs au développement général de l'activité de la Société qui ont marqué les trois dernières années sont les suivants :

2009

Nouveau président et chef de la direction

En mai 2009, Pierre Duhaime a été nommé président et chef de la direction de Groupe SNC-Lavalin inc., remplaçant Jacques Lamarre.

Émission de débetures

Le 3 juillet 2009, la Société a émis des débetures 6,19 % échéant le 3 juillet 2019 d'un capital global de 350 millions de dollars aux termes d'un acte de fiducie, daté du 3 juillet 2009 et intervenu entre la Société, à titre d'émetteur, et la Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaire. Ces débetures ne sont pas assorties d'une sûreté et elles viennent à échéance le 3 juillet 2019. Les intérêts sur ces débetures sont payables semestriellement à terme échu le 3 janvier et le 3 juillet de chaque année, à compter du 3 janvier 2010. Ces débetures ne sont pas garanties par les filiales de la Société. Elles sont rachetables, au gré de la Société, dans certaines circonstances et selon des prix de rachat indiqués dans l'acte de fiducie. Celui-ci renferme des clauses restrictives d'usage à l'égard de la Société et de certaines de ses filiales, ainsi que des dispositions d'usage relatives aux cas de défaut. Si un cas de défaut survient et persiste, le fiduciaire peut déclarer toutes les débetures immédiatement exigibles si les porteurs des débetures alors en circulation représentant au moins 25 % du capital global en font la demande. Cet acte de fiducie a été déposé sous le profil de la Société sur le site SEDAR le 13 janvier 2010.

Investissements dans des concessions d'infrastructure (« ICI »)

En mai 2009, SNC-Lavalin a annoncé que sa filiale en propriété exclusive, le Groupe Immobilier Ovation, avait conclu une entente d'une durée de 29 ans avec le gouvernement du Québec (« client ») pour la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et le financement d'une nouvelle salle de concert destinée à l'Orchestre symphonique de Montréal, qui sera située au centre-ville de Montréal, au Canada.

Le 2 juillet 2009, Astoria II Project Partners II LLC et sa filiale (appelées collectivement, « Astoria II ») a obtenu du financement de projet auprès d'un certain nombre d'institutions financières. Ce financement de projet est sans recours envers SNC-Lavalin qui, à cette date, s'est engagée à investir environ 70 millions \$ US (environ 74 millions \$ CA au 31 décembre 2009) au titre de sa participation en capitaux propres dans cet ICI comptabilisé à la valeur de consolidation. SNC-Lavalin fournit des services d'ingénierie, d'approvisionnement et de gestion de la construction à l'installation, qui devrait être achevée en 2011.

Acquisition d'entreprises

En 2009, SNC-Lavalin a fait l'acquisition des entreprises suivantes, ce qui a ajouté environ 1 200 personnes à son effectif :

En janvier 2009, BV2 BVBA, une société belge spécialisée dans l'ingénierie pour les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologies, employant environ 60 personnes.

En avril 2009, VST Ingenieros Ltda, une société de génie-conseil du Chili employant environ 50 personnes, spécialisée en travaux géotechniques miniers et possédant le savoir-faire et la technologie en matière de dépôt de résidus miniers épaissis, ainsi que deux sociétés françaises, soit Antis Conseil et Ingénierie S.A.S, spécialisée en ingénierie industrielle et en logistique, et le Cabinet d'Études Édouard Coumelongue Ingénieurs Conseils S.A., spécialisé dans les études d'infrastructure, dont l'effectif total est d'environ 30 employés.

En mai 2009, Spectrol Energy Services Inc., une firme d'ingénierie et de services techniques canadienne située à St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, et employant environ 75 personnes. Le savoir-faire de cette firme comprend l'inspection, la qualité, l'intégrité des actifs, l'entretien et l'ingénierie de la fiabilité pour l'industrie du pétrole et du gaz et pour d'autres secteurs des ressources naturelles.

En décembre 2009, Marte Engenharia Ltda., une entreprise de génie-conseil du Brésil comptant un effectif d'environ 1 000 personnes, qui sert l'industrie de l'énergie du Brésil et de l'Amérique latine en offrant un savoir-faire particulier en matière de conception de lignes de transport à haute tension et de postes électriques.

2008

Ajouts d'investissements dans des concessions d'infrastructure

En juin 2008, SNC-Lavalin a annoncé qu'elle s'est engagée à investir dans Myah Tipaza S.p.A. (« **Myah Tipaza** »), une nouvelle société créée pour la construction, la propriété et l'exploitation d'une usine de dessalement d'eau de mer d'une capacité installée de 120 000 m³ par jour située à Fouka, dans la province (wilaya) de Tipaza, en Algérie. L'investissement de SNC-Lavalin d'environ 650 millions de dinars algériens (« **DZD** ») (11 millions \$ CA au 31 décembre 2008) représente une participation indirecte de 25,5 % dans cette concession, qui est comptabilisée à la valeur de consolidation. Myah Tipaza a également octroyé à SNC-Lavalin en juin 2008, par la voie d'une coentreprise, un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (« **IAC** »), ainsi qu'un contrat d'exploitation et entretien pour l'usine de dessalement. La construction de l'usine de dessalement, qui est en cours, devrait prendre fin en 2010.

Au cours du troisième trimestre de 2008, SNC-Lavalin et un groupe d'investisseurs (les « **investisseurs** ») ont fourni un financement temporaire à Astoria II, sous forme d'effets à recevoir et de lettres de crédit (appelés collectivement le « financement temporaire »), afin de financer les coûts initiaux relatifs au développement d'une nouvelle centrale thermique de 550 MW dans le Queens, à New York. Les lettres de crédit ont été fournies à des tierces parties à l'appui de certaines obligations contractuelles d'Astoria II relativement à ce projet. L'octroi de financement temporaire a suivi la signature par Astoria II d'un accord ferme d'achat d'énergie de 20 ans avec la New York Power Authority (la « **NYPA** »).

Le montant de l'investissement en capitaux propres de SNC-Lavalin dans Astoria II était minime au 31 décembre 2008 et a donné lieu à une participation de 18,5 % comptabilisée à la valeur de consolidation.

Mise à jour sur l'investissement dans le projet de nickel Ambatovy

En mars 2008, Ambatovy a obtenu du financement par emprunt de projet de premier rang, dans le cadre duquel chaque actionnaire a fourni une garantie financière aux bailleurs de fonds de premier rang d'Ambatovy en proportion de leur participation respective. De plus, afin de supporter la portion

de la garantie financière émise par un des actionnaires, qui est également l'exploitant d'Ambatovy (l'« **Exploitant du projet** »), les autres actionnaires (« **Autres actionnaires** »), incluant SNC-Lavalin, ont fourni une garantie croisée aux bailleurs de fonds de premier rang d'Ambatovy. Les garanties financières et garanties croisées demeureront en vigueur jusqu'à ce que certains tests légaux, financiers et opérationnels soient satisfaits lors de l'achèvement des travaux de construction et de la mise en service (« **Date d'achèvement** ») du projet. Les Autres actionnaires ont également conclu une entente de prêt subordonné avec recours limité pour financer une portion de l'apport en capitaux propres de l'Exploitant du projet dans Ambatovy (« **Prêt à l'Exploitant du projet** »).

Acquisition d'entreprises

En 2008, SNC-Lavalin a fait l'acquisition des entreprises suivantes, ce qui a ajouté environ 600 personnes à son effectif :

- i) En février 2008, Techmat (1992) inc., connu sous le nom de Groupe Techmat, une entreprise canadienne spécialisée dans les secteurs du génie des matériaux et de la géotechnique, employant environ 80 personnes;
- ii) Au cours du premier trimestre de 2008, une participation de 50 % dans deux coentreprises turques exerçant leurs activités dans les domaines de l'exploitation et de l'entretien, principalement dans la gestion des installations pour des clients des secteurs commercial, résidentiel et du commerce de détail, ajoutant environ 100 personnes à l'effectif total de la Société;
- iii) En juillet 2008, trois entreprises canadiennes, pour un total d'environ 100 personnes :
 - i) Genesis Network Architecture and Engineering Inc., une entreprise de la Saskatchewan exerçant ses activités dans les domaines de la conception et de la gestion de projet pour des clients des secteurs institutionnel, récréatif et commercial;
 - ii) C.J. MacLellan & Associates Inc., une entreprise d'ingénierie et d'arpentage située en Nouvelle-Écosse, offrant une vaste gamme de services de conception dans plusieurs domaines; et
 - iii) Laboratoire Sol et Béton L.S.B. inc., une entreprise de Québec spécialisée dans les secteurs du génie des matériaux et de la géotechnique;
- iv) Au cours du troisième trimestre de 2008, les actifs de deux groupes d'ingénierie situés à Bucarest, en Roumanie, ajoutant une équipe d'ingénierie multidisciplinaire d'environ 200 professionnels détenant une vaste expérience en sidérurgie et autres traitements industriels, en manipulation des matériaux et dans les secteurs des infrastructures, commercial et institutionnel;
- v) En décembre 2008, Quéformat ltée, une entreprise canadienne spécialisée en génie des matériaux, en géotechnologie et en sciences environnementales, ainsi qu'en toitures et en imperméabilisation, employant environ 100 personnes; et
- vi) Deux firmes d'ingénierie françaises pour un total d'environ 20 personnes, aussi en 2008 :
 - i) SODER S.A.S., spécialisée en construction industrielle et en agroalimentaire et;
 - ii) Arcoba Méditerranée H.M. Ingénierie S.A.S., spécialisée en construction.

2007

Résultats financiers

Après plusieurs années de croissance soutenue de notre bénéfice net, la Société a connu un revers en 2007 en raison d'une perte d'exploitation avant impôts de 267 millions \$ du secteur Énergie. En conséquence, le bénéfice net de 151 millions \$ en 2007 était inférieur à celui de 158 millions \$ de 2006. La perte d'exploitation du secteur Énergie était principalement causée par les procédures de mise en faillite et l'arrêt de travail d'un fournisseur clé du projet de centrale thermique Goreway, au Canada, qui ont eu des répercussions sur le calendrier et sur les coûts du projet, et qui ont résulté en

une importante perte sur ce projet. En dépit de ce revers, le bénéfice net consolidé de 2007 de la Société se rapprochait de celui réalisé en 2006 grâce aux bons résultats de l'ensemble de ses autres secteurs d'exploitation et au gain net après impôts à la vente de SNC-Lavalin Technologies inc. et ses filiales (« **SNC TEC** »).

Activités abandonnées

Le 5 janvier 2007, SNC-Lavalin a conclu la vente de toutes les actions de SNC TEC pour la somme de 336,6 millions \$, ce qui a donné lieu à un gain avant impôts de 114,0 millions \$ (gain net de 84,1 millions \$ après impôts) présenté à titre de « bénéfice net provenant des activités abandonnées ». SNC TEC fabriquait des munitions de petit, de moyen et de gros calibre, des poudres propulsives extrudées à usage militaire et sportif, et les produits d'entraînement Simunition^{MD}.

Malgré la vente de SNC TEC, la Société demeure présente dans le domaine de la défense, notamment pour des contrats d'entrepreneur en défense, tout en fournissant des services d'exploitation et d'entretien de navires à la Marine canadienne, ainsi qu'un soutien outre-mer aux forces canadiennes en matière d'infrastructures et de logistique en site éloigné. La Société continue de présenter ses activités dans le domaine de la défense sous le secteur auquel elles se rapportent, principalement le secteur Exploitation et entretien.

Mise à jour sur l'investissement dans le projet de nickel Ambatovy

En 2007, des ententes de financement par emprunt relatives à Ambatovy à Madagascar, ont été signées avec un groupe de bailleurs de fonds internationaux, la conclusion financière de telles ententes étant conditionnelle à la satisfaction de certaines conditions préalables.

Contrat en cours assujéti à un arrangement de financement de contrat et avance liée à un arrangement de financement de contrat

Au cours du quatrième trimestre de 2007, la Société et son partenaire ont achevé tous les tronçons de la route transcanadienne au Nouveau-Brunswick aux termes du contrat d'IAC obtenu en 2005, qui est décrit plus en détail ci-dessous, ce qui a donné lieu au paiement, par l'émetteur de la débenture, du montant payable au groupe d'acheteurs, tandis que l'achèvement du reste des travaux connexes a fait en sorte que le montant résiduel de la débenture a été payé au cours du premier trimestre de 2008.

Acquisition d'entreprises

En 2007, SNC-Lavalin a fait l'acquisition des entreprises suivantes, ce qui a ajouté environ 3 000 personnes à son effectif :

- i) En février 2007, un effectif total d'environ 50 personnes avec The Construction Partnership, Inc., une société américaine établie en Pennsylvanie qui fournit des services de génie-conseil et de construction dans les domaines des produits pharmaceutiques et des sciences de la vie, et NorthStar CV, Inc., une société américaine établie en Pennsylvanie qui se spécialise dans les services de conformité réglementaire, de mise en service et de validation dans les domaines de la biotechnologie et des produits pharmaceutiques;
- ii) En mars 2007, Ingesgrup S.A. et ses filiales, dont Intecsa-Inarsa, S.A., un groupe espagnol d'ingénierie établi à Madrid, réputé dans le secteur des infrastructures pour son expérience dans les domaines du transport en commun, de l'ingénierie hydrique, des ports et des installations maritimes, des tunnels et des ponts, ainsi que dans le secteur industriel pour son savoir-faire en construction de stations de compression des gaz, qui emploie environ 500 personnes;
- iii) En avril 2007, quatre firmes d'ingénierie établies en France : Viatec, basée à Evry, spécialisée dans le secteur des voiries, du bâtiment et de l'environnement; Laumond

- Faure Ingénierie, installée à Brive-la-Gaillarde, qui dispose d'un savoir-faire dans l'ingénierie du bâtiment; et Becsi EIC et Ageau-Général Contractant, toutes deux implantées à Nancy, qui ont de grandes compétences, notamment en études d'aménagement urbain, pour un total d'environ 100 personnes;
- iv) En mai 2007, Capital Engineering, Inc., une entreprise américaine d'environ 50 personnes, établie à Chicago, qui offre des services d'ingénierie générale et de conception d'équipements industriels spécialisés aux industries de l'acier et de l'aluminium ainsi qu'Aqua Terre Solutions inc., une société canadienne comptant 110 personnes basée à Ottawa et qui possède un savoir-faire dans les secteurs des services d'évaluation environnementale, d'études de sites et d'assainissement, de surveillance et de gestion environnementale;
 - v) En juin 2007, B2i, une société française implantée à Puget sur Argens qui se spécialise dans les infrastructures routières et les réseaux ferrés, ainsi que Pipecon Consultants Pvt. Ltd., une firme indienne basée à Mumbai qui fournit des services d'ingénierie mécanique, de tuyauterie, électrique et de procédé, ainsi que des services de gestion de projet à plusieurs sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie, tant internationales que locales, pour un total d'environ 50 professionnels;
 - vi) En juillet 2007, Wiebe Forest Engineering Ltd., une société canadienne comptant près de 50 personnes basée à Calgary qui offre des services d'ingénierie mécanique, électrique et des structures, ainsi que des services de génie-conseil et de construction aux secteurs des soins de santé, institutionnel, éducatif et récréatif;
 - vii) En août 2007, la firme d'ingénierie canadienne Groupe Qualitas inc. et l'ensemble de ses filiales, comptant environ 300 personnes et offrant des services partout au Québec dans les secteurs de l'ingénierie des matériaux, de la gestion et de l'évaluation des chaussées, de la géotechnique et de l'environnement;
 - viii) En septembre 2007, Span Consultants Pvt. Ltd., une firme d'ingénierie d'environ 700 employés située en Inde, reconnue pour son savoir-faire dans les secteurs des infrastructures et de l'environnement, qui a établi son siège social à New Delhi et possède des bureaux à Bangalore, à Mumbai et à Kolkata, Agro-Bio-Sucres Engineering, une firme française spécialisée dans l'industrie du sucre employant environ 25 personnes, et Bureau Technique du Poitou, également situé en France, qui fournit des services dans divers domaines, dont le béton armé et les charpentes, et emploie environ 40 personnes; et
 - ix) En décembre 2007, Minerconsult Engenharia, une importante firme d'ingénierie brésilienne multidisciplinaire comptant environ 1 000 personnes et offrant une gamme complète de services relatifs à l'exploitation de mines d'or, de cuivre, de fer, de nickel et de bauxite, allant de la première phase des études conceptuelles au démarrage, en passant par la mise en service préliminaire, pour des clients au Brésil, en Amérique latine et ailleurs dans le monde. Également en décembre 2007, DTI Telecom inc., une société canadienne de consultation et d'ingénierie située à Montréal et reconnue pour son savoir-faire dans le domaine des télécommunications, employant environ 65 professionnels.

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

3.1 DISPOSITION GÉNÉRALE

SNC-Lavalin fournit à sa clientèle du savoir-faire dans les domaines de l'ingénierie et de la construction, ainsi que de l'exploitation et de l'entretien, grâce à un effectif mondial d'environ 22 000 personnes. La Société dispose d'un réseau de bureaux répartis dans tout le Canada et dans plus de 35 autres pays, et travaille actuellement sur des projets dans une centaine de pays, ce qui fait d'elle la plus importante société d'ingénierie et de construction au Canada, un acteur majeur sur le marché

international et un chef de file en services d'exploitation et d'entretien au Canada. De plus, SNC-Lavalin investit de façon sélective dans des concessions d'infrastructure.

La Société présente ses résultats selon les 4 catégories d'activité suivantes :

- **Services** : inclut les contrats pour lesquels SNC-Lavalin fournit des services d'ingénierie, d'études de faisabilité, de planification, de conception détaillée, d'évaluation et de choix des entrepreneurs, de gestion de projets et de la construction, et de mise en service.

Les revenus de la catégorie Services proviennent principalement de contrats à prix coûtant majoré.

- **Ensembles** : inclut les contrats pour lesquels SNC-Lavalin assume non seulement la responsabilité de fournir une ou plusieurs des activités de la catégorie Services mentionnée ci-dessus, mais assume également la responsabilité de fournir les matériaux/équipements et/ou la construction.

Les revenus de la catégorie Ensembles proviennent principalement de contrats à prix forfaitaire.

- **Opérations et maintenance** : consiste à fournir des solutions d'exploitation, d'entretien et de logistique pour des immeubles, des centrales électriques, des systèmes d'adduction et de traitement de l'eau, des services postaux, des installations de radiodiffusion, des autoroutes, des ponts, des réseaux de transport léger sur rail, des aéroports, des camps militaires, des baraquements de chantier et des navires.

Les revenus de la catégorie Opérations et maintenance proviennent principalement de contrats à prix coûtant avec honoraires fixes et de contrats à prix forfaitaire.

- **Investissements – concessions d'infrastructure (« ICI »)** : regroupe les investissements de SNC-Lavalin dans des concessions d'infrastructure. SNC-Lavalin fait des investissements sélectifs dans des concessions d'infrastructure pour lesquelles son savoir-faire technique et son savoir-faire en ingénierie, en gestion de projets et de la construction, en construction ainsi qu'en exploitation et entretien, de même que son expérience en montage financier de projets, lui confèrent un avantage distinctif.

Les résultats de la Société sont analysés par secteur. Les secteurs regroupent les activités connexes au sein de SNC-Lavalin conformément à la façon dont est évaluée la performance de la direction :

- i) **Services et Ensembles** se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction, et sont présentés de la façon dont est évaluée la performance de la direction en regroupant les projets exécutés en fonction du type d'industrie, comme suit :

- **Infrastructures et environnement** consiste en une gamme de projets d'infrastructures incluant les aéroports, les ponts, les bâtiments, les ports de mer, les gares maritimes et les terminaux pour traversiers, les systèmes de régularisation des crues, les établissements de soins de santé, les réseaux de transport en commun, les chemins de fer, les routes, et les infrastructures et les installations de traitement et d'adduction de l'eau pour les secteurs public et privé, ainsi que des projets en environnement, incluant les évaluations et études d'impact environnemental, l'évaluation, la réhabilitation et la remise en état de sites, les évaluations du risque en matière d'écologie et de santé humaine, la gestion des déchets, de

l'eau potable et des eaux usées, la gestion des milieux marins et des zones côtières, la qualité de l'aire et l'acoustique, la gestion environnementale, les changements climatiques, le renforcement institutionnel et l'aménagement rural.

- **Énergie** consiste en des projets liés à la production d'hydroélectricité et d'énergie nucléaire ou thermique, aux réseaux de transport et de distribution et aux systèmes de contrôle de l'énergie.
 - **Produits chimiques et pétrole** consiste en des projets dans le traitement du gaz naturel, la production de pétrole lourd et classique, les installations pétrolières et gazières à terre et en mer, le gaz naturel liquéfié (le « GNL »), la conversion de charbon en gaz liquéfié, le captage, le transport et le stockage de CO₂, les oléoducs et gazoducs, les terminaux et stations de pompage, le raffinage et l'enrichissement, la production de bitume, les biocarburants et les produits pétrochimiques et chimiques.
 - **Mines et métallurgie** consiste en une gamme complète de services pour toutes les étapes des procédés de récupération des minerais et des métaux, y compris la mise en exploitation de mines, le traitement des minerais, la fusion et l'affinage de métaux, la fermeture de mines et la restauration de sites miniers, et les engrais.
 - **Autres secteurs** regroupe les projets de plusieurs domaines, à savoir l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques et la biotechnologie, l'acide sulfurique ainsi que les projets liés à diverses installations industrielles qui ne sont pas inclus dans les autres secteurs ci-dessus.
- ii) **Opérations et maintenance** se rapporte aux solutions d'exploitation, d'entretien et de logistique pour des immeubles, des centrales électriques, des systèmes d'adduction et de traitement de l'eau, des services postaux, des installations de radiodiffusion, des autoroutes, des ponts, des réseaux de transport léger sur rail, des aéroports, des camps militaires, des baraquements de chantier et des navires.
- iii) **Investissements – concessions d'infrastructure (« ICI »)** regroupe les investissements de SNC-Lavalin dans des concessions d'infrastructure.

Stratégie d'affaires

La stratégie d'affaires de SNC-Lavalin s'appuie sur les trois éléments clés suivants :

- maintenir un savoir-faire de calibre mondial dans les secteurs où elle l'a déjà établi et atteindre le même niveau de savoir-faire dans d'autres secteurs de la Société;
- développer des centres d'ingénierie bien établis dans plusieurs secteurs géographiques clés; et
- continuer d'investir de façon sélective dans des concessions d'infrastructure.

Grâce à son savoir-faire technique, SNC-Lavalin est considérée comme un chef de file mondial en ingénierie et en construction dans les secteurs des mines et de la métallurgie (métaux légers, métaux communs, minerai de fer et engrais), des produits chimiques et du pétrole, de l'énergie (hydroélectrique, nucléaire et thermique, ainsi qu'en transport et en distribution) et des transports (aéroports, réseaux de transport en commun et ports de mer), de même que pour ses activités en infrastructures sur les marchés locaux. La Société vient également en tête dans le secteur de l'exploitation et de l'entretien au Canada et s'efforce de prendre de l'expansion dans le monde entier dans cette catégorie d'activité, tout en continuant à croître au Canada, en étendant son offre à l'ensemble de ses multiples domaines d'affaires.

L'une des valeurs clés de SNC-Lavalin sur lesquelles s'appuie traditionnellement sa croissance est la production et la livraison aux clients d'un travail de qualité. La Société cultive ce savoir-faire technique par l'entremise de ses centres d'excellence, qui sont chargés d'établir les meilleures pratiques et de veiller au partage des connaissances spécialisées entre les collègues travaillant à des projets du même genre. Pour réussir à réaliser un projet, il faut une bonne gestion des risques du projet, de façon à s'assurer de livrer au client un travail de haute qualité en respectant le budget et l'échéancier. La capacité de la Société à obtenir des projets de clients fidèles ou à des contrats de nouveaux clients dépend de sa capacité à réussir ses projets. C'est pourquoi SNC-Lavalin investit sans cesse dans la mise au point des meilleures pratiques dans l'industrie pour ce qui d'exécuter des projets, de gérer des risques et de veiller sur l'environnement, la collectivité et son personnel, en affectant des fonds dans des domaines tels que la formation, la santé et la sécurité.

La Société dispose d'un réseau de bureaux s'étendant dans plus de 35 pays et ne cesse de prospecter de nouvelles occasions de prendre de l'expansion dans un pays où elle est déjà présente ou dans un nouveau pays, ou d'accroître ou acquérir du savoir-faire.

SNC-Lavalin continue d'investir de façon sélective dans des ICI complémentaires à ses autres activités. La Société vise principalement les ICI grâce auxquels elle peut obtenir des contrats d'ingénierie et de construction pour la conception et la construction d'actifs et utiliser son savoir-faire en exploitation et en entretien pour exploiter de tels éléments d'actif, ciblant principalement des pays que connaît bien la Société grâce à son réseau de bureaux établis. L'objectif de SNC-Lavalin consiste à créer de la valeur pour ses actionnaires et la Société pourrait, par conséquent, se départir d'un ICI si elle le jugeait opportun.

Concurrence

La compétitivité de SNC-Lavalin repose sur sa facilité à travailler dans de nombreuses langues et à s'adapter à diverses cultures, la réputation de qualité de ses prestations, sa fiabilité à l'échelle mondiale quant aux approvisionnements, son personnel technique hautement compétent et chevronné, son engagement envers les questions de santé et sécurité et de durabilité de l'environnement, sa compétence en gestion de projet, l'ampleur de son implantation géographique et sa capacité d'effectuer des projets d'envergure variée faisant appel à une vaste gamme de services et de technologies. Sa situation financière solide et sa capacité de monter et fournir le financement de ses projets, au moyen de son capital propre dans certains cas, constituent également des avantages concurrentiels importants.

L'ingénierie-construction à l'échelle mondiale est un secteur très concurrentiel. SNC-Lavalin est l'un des plus importants groupes de sociétés d'ingénierie-construction du monde : elle est dans chaque domaine en concurrence avec une ou plusieurs sociétés canadiennes ou internationales spécialisées dans le secteur. Au nombre des principaux concurrents de la Société figurent Bechtel, Fluor Corporation, Foster Wheeler Corporation, Jacobs Engineering Group Inc., Technip, The Shaw Group Inc., URS Corporation et Worley Parsons Ltd.

SNC-Lavalin a des clients partout dans le monde, dont de nombreux sont des clients acquis. Au cours d'un exercice donné, un client peut représenter une partie importante des revenus consolidés de la Société, à cause de l'envergure d'un projet spécifique et de l'avancement réalisé sur celui-ci.

Les petites à grandes entreprises, les sociétés de la Couronne ainsi que les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral composent l'éventail des clients des sociétés d'ingénierie-construction au Canada. La plupart des clients internationaux des sociétés

d'ingénierie-construction canadiennes sont des pays en voie de développement ou des grandes sociétés industrielles.

Politique de gestion de trésorerie

Aux termes de la politique de gestion de trésorerie de SNC-Lavalin, l'encaisse doit être investie principalement dans des instruments du marché monétaire et dans des obligations de haute solvabilité. La priorité de la Société est de s'assurer que l'argent est investi dans des instruments hautement sécuritaires et liquides, offrant des taux de rendement comparables à ceux disponibles sur le marché pour des instruments d'investissement de première qualité.

Structure organisationnelle

SNC-Lavalin dispose d'un réseau de bureaux de marketing et d'exploitation au Canada et dans 35 autres pays. À tout moment, ses employés sont à l'œuvre dans une centaine de pays afin d'exécuter les projets en cours, de chercher de nouveaux débouchés et de commercialiser ses produits et services. Pour mieux accéder aux marchés étrangers et pour faciliter le financement des projets internationaux, SNC-Lavalin peut s'allier à des firmes possédant une expertise complémentaire à ses compétences ou à des firmes locales dominant ces marchés. En consolidant les points forts et les compétences de SNC-Lavalin, ces alliances permettent à SNC-Lavalin de partager les risques relatifs aux projets et lui donnent d'autres possibilités.

3.2 REVENUS PROVENANT DU CARNET DE COMMANDES

On trouvera une analyse du carnet de commandes de SNC-Lavalin sous la rubrique « Rapport de gestion – Carnet de commandes » du plus récent rapport financier de la Société dont l'analyse est intégrée par renvoi dans les présentes. Le plus récent rapport financier de la Société est accessible sur SEDAR au www.sedar.com ou sur le site Web de la Société sous la rubrique « Investisseurs ».

3.3 FACTEURS DE RISQUE

On trouvera une analyse des risques et incertitudes auxquels SNC-Lavalin est exposée ainsi qu'une analyse de ses pratiques de gestion des risques sous la rubrique « Rapport de gestion – Risques et incertitudes » du plus récent rapport financier de la Société, laquelle rubrique est intégrée au présent document par renvoi. Le plus récent rapport financier de la Société est accessible sur SEDAR au www.sedar.com ou sur le site Web de la Société sous la rubrique « Investisseurs ».

3.4 RESSOURCES HUMAINES

Le tableau ci-dessous présente le nombre approximatif d'employés du groupe de sociétés SNC-Lavalin :

Nombre d'employés au 31 décembre	2009	2008	2007
Total	21 900	21 300	18 700

Le nombre d'employés varie en fonction du volume d'affaires et du nombre de projets.

3.5 ÉNONCÉ DE VALEURS « NOUS VEILLONS »

SNC-Lavalin a un énoncé de valeurs « NOUS VEILLONS » qui réitère son engagement à l'égard du bien-être de ses employés (voir le point 3.5.1), de la santé et sécurité des personnes qui travaillent sur ses chantiers et dans ses bureaux partout dans le monde (voir le point 3.5.2), des collectivités au sein desquelles ses employés vivent et travaillent (voir le point 3.5.3), de l'environnement (voir le point 3.5.4) et de la qualité (voir le point 3.5.5). L'énoncé de valeurs « NOUS VEILLONS » renforce les valeurs qui constituent, de fait, la pierre angulaire de la culture de SNC-Lavalin depuis près de 100 ans. L'énoncé de valeurs « NOUS VEILLONS » est devenu le cadre qui s'applique aux initiatives et aux programmes continus des divisions ou des secteurs d'activité, tant sur le plan individuel que de la Société, en appui à chacune de ses valeurs fondamentales. Le bureau du président assure la continuité des programmes d'entreprise et la mise en œuvre de nouveaux programmes en vue de maintenir un haut niveau de conscience dans toute la Société de l'importance d'incarner ces valeurs essentielles.

3.5.1 Bien-être des employés

Les objectifs clés de la Société en matière de ressources humaines consistent d'abord à fournir un cadre de travail positif et stimulant à ses employés et comprennent des objectifs particuliers en matière de recrutement et de maintien en fonction, notamment l'amélioration et la progression constantes de ses programmes de formation et de perfectionnement du leadership, l'application de pratiques d'embauche à l'échelle mondiale qui sont équitables compte tenu de la diversité de la réglementation sur le travail et des normes commerciales locales dans la centaine de pays où la Société exerce des activités et la mise en œuvre de programmes d'avantages et de rémunération qui sont concurrentiels afin de favoriser le maintien en fonction de ses employés et d'en attirer de nouveaux.

3.5.2 Santé et sécurité

L'énoncé de valeurs de SNC-Lavalin engage la Société à veiller à la santé et à la sécurité de son personnel et des personnes qui travaillent sous sa supervision, ainsi qu'à la sécurité des utilisateurs ultimes de son expertise.

SNC-Lavalin a une politique générale de santé et sécurité au travail et une politique en matière de santé et sécurité sur les chantiers de construction. La Société a conçu des stratégies et des outils visant à assurer que ces politiques sont mises en œuvre dans toutes ses activités. Les stratégies sont établies sur le principe d'un leadership visible en matière de sécurité à tous les niveaux et sur la capacité individuelle à cerner et gérer les risques dans l'accomplissement du travail. À partir de ces stratégies de base, une série d'outils a été mise au point, incluant l'implantation de systèmes de gestion de la sécurité dans chaque unité d'exploitation, l'utilisation de registres exhaustifs des risques en matière de sécurité par projets en cours, l'utilisation par les employés d'un outil d'évaluation des risques personnel appelé « Un pas en arrière », et le recours à un programme incitatif positif visant à récompenser les bons comportements à l'égard des risques.

Le bureau du président reçoit des rapports mensuels comprenant des statistiques relatives aux résultats en matière de santé et de sécurité à l'échelle de la Société. Le comité de la santé, de la sécurité et de l'environnement du conseil d'administration est chargé de revoir la mise en œuvre des politiques en matière de santé et sécurité et de superviser et de passer en revue le rendement de SNC-Lavalin en matière de santé et sécurité.

3.5.3 Les collectivités au sein desquelles nous vivons et travaillons

La Société soutient, encourage et reconnaît le nombre croissant d'initiatives communautaires locales mises en œuvre par les divisions, les unités d'exploitation, les équipes de projet et chaque employé au sein de leur collectivité partout dans le monde parce que la Société considère que l'engagement dans la collectivité va naturellement de soi et qu'il démontre le rôle actif que la Société joue à titre de citoyen du monde responsable.

3.5.4 Environnement

La Société a une politique environnementale qui engage SNC-Lavalin et son personnel à intégrer la protection de l'environnement dans toutes les activités de la Société partout dans le monde, à respecter les lois, règlements et normes applicables en matière d'environnement et à mettre en place des procédures de prévention de la pollution.

SNC-Lavalin est assujettie aux lois et règlements canadiens fédéraux, provinciaux et à la réglementation municipale en matière d'environnement. Les projets que la Société réalise à l'extérieur du Canada sont assujettis à la législation environnementale locale. SNC-Lavalin s'assure d'être en conformité à tous égards importants avec ces lois et règlements. Les professionnels en environnement de la Société fournissent le soutien aux unités d'exploitation de cette dernière pour mener à bien des études environnementales (comme les études d'impact sur l'environnement) qui peuvent être requises dans les divers territoires où la Société exerce ses activités.

Sur les chantiers de construction qu'elle gère, la Société met en œuvre des plans de gestion environnementale afin de s'assurer que ses activités de gestion de la construction respectent les exigences des lois applicables ainsi que les exigences de sa propre politique environnementale. Les sites de construction gérés par la Société dressent des rapports mensuels de leur rendement en matière d'environnement conformément aux indicateurs de gestion environnementale standard.

Le comité de la santé, de la sécurité et de l'environnement du conseil d'administration est chargé de revoir cette politique et d'en surveiller l'application.

3.5.5 Qualité

Le dernier volet de notre énoncé de valeurs « NOUS VEILLONS » concerne la qualité de notre travail. SNC-Lavalin a toujours tiré une grande fierté de la qualité de son travail; les unités d'exploitation de la Société détiennent au total plus de 40 certificats attestant la conformité des systèmes de gestion de la qualité aux normes ISO. La politique en matière de qualité d'entreprise fournit des lignes directrices à toutes les unités d'exploitation qui les guident dans la mise en œuvre de l'énoncé de valeur NOUS VEILLONS concernant la qualité.

4. DIVIDENDES

SNC-Lavalin vise à déclarer et à verser des dividendes en espèces trimestriels. Le conseil d'administration de SNC-Lavalin tient compte de plusieurs facteurs lorsqu'il étudie la question du versement de dividendes, incluant les présents et futurs : i) bénéfiques, ii) flux de trésorerie et iii) besoins de liquidités. Rien ne garantit le montant de ces dividendes ni le moment où ils seront versés dans le futur.

Au cours des trois derniers exercices financiers, SNC-Lavalin a déclaré les dividendes trimestriels suivants par action ordinaire :

	T1 (\$)	T2 (\$)	T3 (\$)	T4 (\$)	Annuel (\$)
2009	0,15	0,15	0,15	0,17	0,62
2008	0,12	0,12	0,12	0,15	0,51
2007	0,09	0,09	0,09	0,12	0,39

5. STRUCTURE DU CAPITAL

Description générale

Le capital-actions autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires, d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de deuxième rang. Les seules actions actuellement en circulation sont des actions ordinaires. Le texte qui suit résume certaines caractéristiques se rattachant aux actions ordinaires de la Société. Ce résumé est donné entièrement sous réserve des droits, privilèges, conditions et restrictions dont sont en fait assorties ces actions.

Actions ordinaires

Les porteurs des actions ordinaires de la Société ont le droit de recevoir les avis de convocation à toutes les assemblées des actionnaires de la Société ainsi que d'y assister et d'y exercer une voix par action ordinaire qu'ils détiennent. Les porteurs des actions ordinaires ont droit au versement des dividendes déclarés par le conseil d'administration. Les porteurs des actions ordinaires auront droit au partage du reliquat des biens de la Société en cas de dissolution ou de liquidation.

Cotes de crédit

Le tableau suivant présente les cotes de crédit données aux débetures 6,19 % de 350 millions \$, échéant en juillet 2019 et aux débetures 7,70 % de 105 millions \$, échéant en septembre 2010 de la Société en date du 31 décembre 2009.

	Standard & Poor's Ratings Services ("S&P")	DBRS
Débetures 6,19 % de 350 millions \$, échéant en juillet 2019	BBB+	BBB (élevée)
Débetures 7,70 % de 105 millions \$, échéant en septembre 2010	BBB+	BBB (élevée)

S&P accorde aux débetures de la Société la cote de crédit BBB+ avec une perspective stable. S&P a confirmé cette cote le 25 janvier 2010. DBRS accorde aux débetures de la Société la cote de crédit BBB (élevée) avec une perspective stable. DBRS a confirmé cette cote le 26 juin 2009.

Les cotes établies par S&P et DBRS sont fondées sur des considérations quantitatives et qualitatives applicables à la Société. Les cotes visent à indiquer le risque que la Société ne respecte pas ses obligations en temps opportun et ne tiennent pas compte de certains facteurs tels le risque lié au marché ou le risque lié au prix. Ces facteurs devraient être pris en considération par les investisseurs à titre de facteurs de risque dans le cadre de leurs prises de décisions en matière d'investissement. Ces cotes ne constituent pas une recommandation d'achat, de maintien ni de vente des titres et peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

Les cotes de S&P et de DBRS pour les emprunts varient de AAA à D. Les cotes BBB+ et BBB (élevée) attribuées par S&P et DBRS, respectivement, témoignent de l'existence de mécanismes de protection adéquats. Néanmoins, une conjoncture économique défavorable ou des circonstances changeantes pourraient réduire la capacité de la Société à satisfaire ses obligations financières.

6. MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Marché

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « SNC ». Les actions ordinaires de la Société sont incluses dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice industriel S&P/TSX, dans l'indice S&P/TSX 60 et dans l'indice S&P/TSX Canadian Dividend Aristocrats.

Cours et volume des opérations

Le tableau suivant indique le cours et le volume des actions ordinaires de la Société négociées à la TSX pendant les périodes indiquées.

2009	Volume (en milliers)	Haut*	Bas*	Clôture
Janvier	9 906	41,69	33,34	34,60
Février	9 766	37,69	28,26	29,04
Mars	12 304	33,00	26,35	32,05
Avril	8 872	37,41	31,55	34,75
Mai	9 041	41,05	34,73	39,17
Juin	9 947	44,95	39,41	42,85
Juillet	9 198	47,97	39,51	45,46
Août	6 225	50,34	45,38	46,34
Septembre	6 517	50,02	45,31	48,35
Octobre	7 286	49,08	42,37	43,75
Novembre	7 115	51,87	42,52	49,10
Décembre	7 412	54,00	46,70	53,99

* Cours extrêmes intrajournaliers au cours de chaque mois

7. ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Le tableau ci-dessous indique le nom des administrateurs de la Société, leur lieu de résidence ainsi que les principaux postes qu'ils occupaient au 31 décembre 2009 :

<u>Nom et lieu de résidence</u>	<u>Poste principal</u>	<u>Administrateur depuis</u>
Ian A. Bourne ^{1), 4)} Alberta (Canada)	Administrateur de sociétés	2009
Pierre Duhaime Québec (Canada)	Président et chef de la direction de Groupe SNC-Lavalin inc.	2009
David Goldman ^{1), 2), 3)} Ontario (Canada)	Administrateur de sociétés	2002
Patricia A. Hammick, PhD ^{1), 4)} Virginie (États-Unis d'Amérique)	Administratrice de sociétés	2007
Pierre H. Lessard ^{2), 3)} Québec (Canada)	Président exécutif du conseil de Metro Inc. (détaillant et grossiste dans les secteurs de l'alimentation et des produits pharmaceutiques)	1998
Edythe (Dee) A. Marcoux ^{1), 3), 4)} Colombie-Britannique (Canada)	Administratrice de sociétés	1998
Lorna R. Marsden CM, PhD ^{2), 4)} Ontario (Canada)	Présidente émérite de l'Université York	2006
Claude Mongeau ¹⁾ Québec (Canada)	Président-directeur général de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (chemin de fer nord-américain)	2003
Gwyn Morgan ³⁾ Colombie-Britannique (Canada)	Président du conseil de Groupe SNC-Lavalin inc.	2005
L'hon. Hugh D. Segal, C.M. ^{2), 4)} Ontario (Canada)	Sénateur Gouvernement du Canada	1999
Lawrence N. Stevenson ^{1), 2), 3)} Ontario (Canada)	Associé-directeur de Callisto Capital (entreprise de capital d'investissement)	1999

- 1) Membre du comité de vérification
- 2) Membre du comité des ressources humaines
- 3) Membre du comité de régie d'entreprise
- 4) Membre du comité de la santé, de la sécurité et de l'environnement

Tous les administrateurs dont le nom figure ci-dessus, à l'exception de M. Claude Mongeau qui est maintenant président-directeur général de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, de

M. Lawrence N. Stevenson, qui est associé-directeur de Callisto Capital depuis janvier 2007 et qui a agi à titre de chef de la direction de Pep Boys Inc. de 2003 à 2006, de l'Hon. Hugh D. Segal qui est devenu membre du Sénat du Canada en 2005, de M^{me} Lorna R. Marsden, qui a été présidente et vice-chancelière de l'Université York jusqu'en 2007, de M. Pierre H. Lessard, qui a été président et chef de la direction et administrateur de Metro Inc. jusqu'au 14 avril 2008, de M. Gwyn Morgan qui a pris sa retraite à titre de vice-président du conseil d'EnCana Corporation en 2006 et de M. Ian A Bourne qui a pris sa retraite à titre de président et administrateur de TransAlta Power LP en 2006, ont occupé leurs fonctions actuelles ou d'autres postes de direction au sein de la même société ou d'une société ou d'un organisme associé au cours des cinq (5) dernières années, ou ont été élus administrateurs pour leur mandat actuel par le vote des actionnaires de la société ou de l'organisme pertinent au cours d'une assemblée à l'égard de laquelle l'avis de convocation à l'assemblée était accompagné d'une circulaire de sollicitation de procurations de la direction.

Le mandat de chaque administrateur expire à l'élection de son successeur, à moins qu'il ne démissionne ou que son poste ne se libère à la suite de son décès, de sa destitution ou pour une autre raison.

À la connaissance de la Société, au cours des dix (10) dernières années, aucun administrateur ou dirigeant de la Société, ni aucun actionnaire détenant suffisamment de titres de la Société pour influencer de façon importante sur le contrôle de la Société, n'est ou n'a été un administrateur ou dirigeant d'un autre émetteur qui a, pendant que la personne exerçait cette fonction, i) fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable, ou s'est vu refuser le droit se prévaloir de toute dispense pouvant être accordée en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, pendant plus de trente (30) jours consécutifs ou ii) fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de toute législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens, à l'exception de :

i) M. Claude Mongeau, administrateur de la Société, est devenu administrateur de Corporation Nortel Networks (« **CNN** ») et de Corporation Nortel Networks Limitée (« **CNNL** ») le 29 juin 2006 et a démissionné de ce poste à la fin d'août 2009. Le 14 janvier 2009, CNN, CNNL et certaines autres filiales canadiennes ont amorcé des procédures de protection contre les créanciers en vertu de la LACC au Canada. Certaines filiales américaines ont présenté des requêtes volontaires aux États-Unis en vertu du chapitre 11 du *Bankruptcy Code* des États-Unis et certaines filiales d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique (« **EMOLA** »), ont présenté des requêtes corrélatives en Europe et au Moyen-Orient. Ces procédures sont en cours. M. Mongeau a remis sa démission à titre d'administrateur de CNN et de CNNL avec prise d'effet à la fin d'août 2009.

M. Mongeau était aussi un administrateur de 360networks Corporation (« **360networks** ») avant que celle-ci demande d'être protégée de ses créanciers le 28 juin 2001. 360networks a fait l'objet d'une restructuration en 2002 et a vendu ses actifs canadiens à Bell Canada en novembre 2004. M. Mongeau a démissionné de son poste d'administrateur de 360networks avec prise d'effet le 28 juin 2001.

ii) M. Pierre H. Lessard, administrateur de la Société, qui était administrateur de Corporation CINAR (« **CINAR** ») en mars 2000 lorsque les opérations sur les actions de CINAR ont été suspendues pendant plus de trente (30) jours consécutifs à la Bourse de Toronto (« **TSX** ») et sur le NASDAQ National Market (« **NASDAQ** »). En raison de l'incapacité de CINAR de respecter les exigences relatives au maintien de l'inscription, ses actions ont été radiées de la

cote de la TSX à la fermeture des bureaux le 30 août 2001 et du NASDAQ avec prise d'effet le 2 août 2000. M. Lessard a démissionné de son poste d'administrateur de CINAR avec prise d'effet le 29 avril 2002.

- iii) M^{me} Edythe (Dee) A. Marcoux, administratrice de la Société, qui était administratrice de Southern Pacific Petroleum NL (« **SPP** ») lorsque l'inscription des titres de celle-ci à la cote de la Bourse de l'Australie a été suspendue avant le commencement des négociations le 25 novembre 2003 pendant plus de trente (30) jours consécutifs et à l'égard de laquelle des séquestres ont été nommés le 2 décembre 2003. Les titres de SPP ne se négocient pas actuellement. M^{me} Marcoux a démissionné de son poste d'administratrice de SPP avec prise d'effet à midi le 5 décembre 2003.

De plus, à la connaissance de la Société, au cours des dix (10) dernières années, aucun administrateur ou dirigeant de la Société, ni aucun actionnaire détenant suffisamment de titres de la Société pour avoir une incidence importante sur le contrôle de celle-ci, n'a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens.

Le conseil d'administration de la Société compte actuellement quatre (4) comités (comité de vérification, comité de régie d'entreprise, comité de la santé, de la sécurité et de l'environnement et comité des ressources humaines). Le conseil d'administration n'a pas de comité de direction. Au 31 décembre 2008, les différents comités du conseil d'administration étaient formés des membres suivants :

Comité de vérification

I.A. Bourne
D. Goldman (président)
P.A. Hammick
E.A. Marcoux
C. Mongeau
L.N. Stevenson

Comité de régie d'entreprise

D. Goldman
P.H. Lessard
E.A. Marcoux
G. Morgan (président)
L.N. Stevenson

Comité de la santé, de la sécurité et de l'environnement

I.A. Bourne
P.A. Hammick
E.A. Marcoux (présidente)
L.R. Marsden
H.D. Segal

Comité des ressources humaines

D. Goldman
P.H. Lessard
L.R. Marsden
H.D. Segal
L.N. Stevenson (président)

Le tableau ci-dessous indique le nom des membres de la haute direction de la Société ainsi que leur lieu de résidence au 31 décembre 2007 :

<u>Nom et lieu de résidence</u>	<u>Poste principal</u>
Feroz Ashraf Ontario (Canada)	Vice-président directeur Mines et Métallurgie
Jean Beaudoin Alberta (Canada)	Vice-président directeur Produits chimiques et pétrole
Riadh Ben Aïssa Québec (Canada)	Vice-président directeur Infrastructure, Eau, Géotechnique et laboratoires, Construction et Entrepreneurs en défense
Jim Burke Colombie-Britannique (Canada)	Vice-président directeur Aéroports, Transport en commun, Chemins de fer, Installations portuaires et Environnement
Patrick Lamarre Ontario (Canada)	Vice-président directeur Énergie et Industriel et Infrastructures – Ontario
Gilles Laramée Québec (Canada)	Vice-président directeur et chef des affaires financières
Michael Novak Québec (Canada)	Vice-président directeur Approvisionnement global, Gestion des risques d'entreprise, Santé, sécurité et environnement, SNC-Lavalin International et Technologies globales de l'information
Jean-Claude Pingat Reims (France)	Vice-président directeur Agroalimentaire, Biocarburants, Engrais, Produits pharmaceutiques, Verre et Matériaux de construction, et Exploitation d'aéroports, Infrastructures, Environnement et Infrastructures médicales – Europe
Charles Rate Ontario (Canada)	Vice-président directeur Opérations et maintenance, Logistique et services en soutien

Tous les membres de la haute direction dont le nom figure ci-dessus ont occupé leurs fonctions actuelles ou d'autres postes au sein de la Société ou d'une société associée au cours des cinq (5) dernières années.

Au 31 décembre 2009, les administrateurs et les membres de la haute direction de la Société dont le nom figure ci-dessus, détenaient en tant que groupe, directement ou indirectement, ou exerçaient le contrôle sur 1 022 719 actions ordinaires, soit 0,68 % des actions ordinaires de la Société.

8. POURSUITES

Dans le cours normal des affaires, des réclamations ont été faites contre SNC-Lavalin et par celle-ci. Un litige est sujet à plusieurs incertitudes et le dénouement des événements ne peut être prédit avec certitude. De l'avis de la direction, d'après les conseils et les renseignements de ses conseillers juridiques, le règlement de ces litiges n'aura pas d'incidence sensible sur la situation financière ni sur les résultats consolidés de la Société.

9. CONVENTION RELATIVE AU RÉGIME DE DROITS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES MODIFIÉE ET MISE À JOUR

Le 6 mars 2008, le conseil d'administration de la Société a approuvé une convention relative au régime de droits de souscription des actionnaires modifiée et mise à jour, qui a été subséquemment ratifiée par les actionnaires de la Société le 1^{er} mai 2008. Cette convention a été déposée sous le profil de la Société sur le site SEDAR le 14 mai 2008.

10. AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Services aux Investisseurs Computershare Inc., qui a des bureaux principaux dans les villes de Montréal (Québec), Toronto (Ontario) et Vancouver (Colombie-Britannique), est l'agent des transferts et l'agent chargé de la tenue des registres de la Société à l'égard des actions ordinaires de la Société.

11. EXPERTS

Les vérificateurs de la Société sont Deloitte & Touche s.r.l.; ils sont indépendants au sens des règles du Code de déontologie de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

12. COMITÉ DE VÉRIFICATION

Mandat du comité de vérification

Le mandat du comité de vérification de SNC-Lavalin est présenté au Supplément A de la présente notice annuelle.

Composition du comité de vérification

Le comité de vérification de la Société se compose de MM. Ian A. Bourne, David Goldman (président), Claude Mongeau et Lawrence N. Stevenson et de M^{mes} E.A. Marcoux et P.A. Hammick. Chacun des membres du comité de vérification est indépendant et aucun ne touche, directement ou indirectement, de rémunération de la Société sauf la rémunération touchée à titre de membre du conseil d'administration et de ses comités. Tous les membres du comité de vérification ont des compétences financières selon la définition donnée à cette expression dans le *Règlement 52-110 sur le comité de vérification*. Lorsqu'il se penche sur les critères servant à déterminer les compétences financières, le conseil tient compte de la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables dans l'ensemble à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées par les états financiers de la Société.

Compétences professionnelles et expérience pertinentes des membres du comité de vérification

Chaque membre du comité de vérification de la Société possède des compétences professionnelles ou de l'expérience des affaires, ou les deux, qui sont pertinentes à l'exercice des responsabilités incombant à un membre du comité de vérification (pour de plus amples renseignements concernant les compétences et l'expérience de ces administrateurs, se reporter à la rubrique intitulée « Élection des administrateurs » de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société de 2009 – « **Circulaire de sollicitation de procurations de la direction** »). M. Goldman est ou a été administrateur et membre du comité de vérification de plusieurs émetteurs inscrits à la cote du NASDAQ ou de la Bourse de Toronto et possède de l'expérience acquise notamment à titre de vice-président directeur et chef de l'exploitation de Noranda inc. (maintenant Xstrata) M. Mongeau qui est actuellement le président-directeur général de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada était le vice-président exécutif et le chef de la direction financière de cette société pendant de nombreuses années et il a été nommé chef des finances de l'année au Canada en 2005. M. Stevenson est associé-directeur de Callisto Capital, une société de placements privés établie à Toronto et il possède également une expertise financière acquise à titre de président de Pathfinder Capital Inc. et de président et chef de la direction de Chapters Inc. (commerce en ligne et vente au détail de livres) ainsi qu'à titre d'ancien chef de la direction de Pep Boys Inc. (vente au détail et services dans le secteur des pièces de rechange pour l'automobile). Quant à M. Bourne, il occupe depuis de nombreuses années le poste de chef des finances et président de TransAlta Corporation et à ce titre, il a acquis une vaste expérience financière. Quant à M^{me} Hammick, elle est administratrice principale de Dynege Inc. et possède une expertise financière qu'elle a acquise au sein de l'équipe de direction de Columbia Energy Group (société intégrée de distribution de gaz et de services publics). Enfin, M^{me} Marcoux possède une expérience considérable des questions financières acquise au cours des nombreuses années où elle a agi à titre d'administratrice au sein d'un certain nombre de grandes sociétés ouvertes, comme la Banque Nationale du Canada, Sherritt International Corporation et Placer Dôme Inc.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Le comité de vérification s'est demandé si la prestation de services autres que de vérification était compatible avec le maintien de l'indépendance des vérificateurs. Le comité de vérification a adopté une politique qui empêche la Société d'embaucher les vérificateurs pour des services non liés à la vérification appartenant aux catégories de services « interdits » et qui exige que le comité de vérification approuve au préalable les services de vérification et d'autres services, appartenant aux catégories de services « permis » et non liés à la vérification, tel que l'énonce le mandat du comité de vérification (se reporter au supplément A de la présente notice annuelle).

Honoraires des vérificateurs

Le montant total des honoraires versés, y compris la quote-part de la Société dans les honoraires versés par ses coentreprises et les entités dans lesquelles elle a investi, pour les services professionnels fournis par Deloitte & Touche s.r.l. et ses sociétés affiliées, les vérificateurs de la Société, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 et l'exercice terminé le 31 décembre 2008 sont présentés ci-dessous :

	Exercice terminé le 31 décembre 2009	Exercice terminé le 31 décembre 2008
Honoraires de vérification ¹⁾	3 398 900 \$	2 703 900\$
Honoraires pour services liés à la vérification ²⁾	935 600 \$	943 400 \$
Honoraires pour services fiscaux ³⁾	1 403 200 \$	1 527 000 \$
Autres honoraires ⁴⁾	126 700 \$	145 900 \$
Total ⁵⁾	5 864 400 \$ ⁶⁾	5 320 200 \$ ⁶⁾

Notes

- 1) Les honoraires de vérification comprennent les honoraires pour les services professionnels fournis aux fins de la vérification des états financiers annuels de la Société et de l'examen de ses rapports trimestriels. Ils incluent également les honoraires pour des services de vérification fournis relativement à d'autres documents dont le dépôt est prévu par les lois ou règlements, comme la vérification des états financiers des filiales de la Société, et des services que seuls les vérificateurs de la Société sont généralement en mesure de fournir, comme la préparation de lettres d'accord présumé et de consentements, ainsi que de l'aide relativement à des documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières et l'examen de tels documents.
- 2) Les honoraires pour services liés à la vérification comprennent les honoraires pour des services de certification qui sont raisonnablement liés à l'exécution de la vérification ou à l'examen des états financiers et qui ne sont pas présentés sous « Honoraires de vérification », et comprennent des services spéciaux en matière d'attestation non requis aux termes de la loi ou de la réglementation, l'établissement de rapports sur l'efficacité des contrôles internes requis aux termes de contrats ou pour des raisons commerciales, des consultations comptables relatives à diverses opérations et la vérification des divers régimes de retraite de la Société.
- 3) Les honoraires pour services fiscaux comprennent les honoraires pour des services liés à la conformité en matière d'impôt sur le revenu, de taxes à la consommation et d'autres obligations fiscales, des services de conseil et de planification en matière de fiscalité nationale et internationale, l'examen de déclarations de revenus et la préparation de déclarations de revenus d'employés détachés à l'extérieur du Canada.
- 4) Les autres honoraires comprennent les honoraires pour des services autres que ceux qui sont décrits sous « Honoraires de vérification », « Honoraires pour services liés à la vérification » et « Honoraires pour services fiscaux ». Les autres honoraires consistent principalement en frais de traduction des états financiers ainsi qu'en frais liés à des séminaires de mise à jour technique.
- 5) Le montant total des honoraires versés à Deloitte & Touche s.r.l., sans égard à la participation proportionnelle de la Société dans ses coentreprises et les autres entités dans lesquelles elle a investi, a totalisé 6 591 800 \$ en 2009 et 5 981 800 \$ en 2008.
- 6) L'augmentation des honoraires est attribuable à la croissance des activités commerciales, au nombre plus élevé de filiales et aux services spéciaux en matière d'attestation reliés à diverses transactions commerciales.

13. MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les énoncés contenus dans la présente notice annuelle faisant état des objectifs, des projections, des estimations, des attentes et des prévisions de la Société ou de la direction pour l'avenir peuvent être des « énoncés prospectifs » et peuvent être signalés par l'utilisation de verbes tels que « anticiper », « s'attendre à », « croire », « espérer », « estimer », « évaluer », « planifier », « pouvoir », « présumer », « prévoir » ou « projeter », ainsi que par l'emploi du conditionnel ou du futur, que la tournure soit négative ou positive et quelle que soit la variante utilisée. La Société tient à rappeler que ces énoncés prospectifs, de par leur nature même, comportent des risques et des incertitudes, et que les actions et/ou les résultats réels de la Société pourraient différer substantiellement de ceux contenus explicitement ou implicitement dans de tels énoncés prospectifs, ou pourraient avoir une incidence sur le degré avec lequel une projection particulière se réalisera.

De nombreux facteurs et de nombreuses hypothèses peuvent influencer sur la concrétisation des projections de la Société, y compris, notamment, le rendement du projet, les dépassements de coûts, le rendement des partenaires en coentreprises, la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent, les sous-traitants et les fournisseurs, les conditions économiques et politiques et d'autres facteurs hors de son contrôle. La Société met en garde le lecteur que la liste des facteurs qui précèdent n'est pas exhaustive. Pour plus d'information sur les risques et incertitudes et sur les hypothèses qui

feraient en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter respectivement à la section « Risques et incertitudes » et à la section « Comment nous analysons et présentons nos résultats » du plus récent rapport de gestion déposé auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières au Canada, disponible sur le site SEDAR (www.sedar.com).

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de la Société au 5 mars 2010, date d'approbation par le conseil d'administration de la Société, et sont sujets à changement après cette date.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

De plus amples renseignements, y compris la rémunération et l'endettement des administrateurs et des dirigeants et les prêts consentis à ceux-ci et les principaux porteurs de titres de la Société et de titres dont l'émission est autorisée en vertu de programmes de rémunération à base de titres de participation, sont, s'il y a lieu, contenus dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction 2009 qui porte sur l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société du 6 mai 2010.

Pour obtenir des renseignements financiers supplémentaires, y compris les états financiers comparatifs du dernier exercice financier complet de la Société, se reporter au plus récent rapport financier de la Société.

Des copies papier de la présente notice annuelle, de la plus récente circulaire de sollicitation de procurations de la direction et des plus récents rapports annuel et financier sont disponibles sur demande auprès du secrétaire du Groupe SNC-Lavalin inc., bureau 1500, 455, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) Canada H2Z 1Z3 et sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») au www.sedar.com. Des renseignements complémentaires concernant la Société sont disponibles sur le site Web de SNC-Lavalin au www.snclavalin.com et sur le site Web des ACVM au www.sedar.com.

* * * * *

SUPPLÉMENT A

MANDAT DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

1. COMPOSITION

Le comité de vérification est entièrement composé d'administrateurs « indépendants » (au sens où ce terme est défini dans le mandat du conseil d'administration et plus amplement décrit dans l'annexe B jointe au présent supplément). C'est au conseil qu'il incombe de déterminer si un administrateur devant être nommé membre du comité satisfait à ces critères d'indépendance.

De plus, chacun des membres du comité de vérification doit posséder des compétences financières ou doit acquérir de telles compétences dans un délai raisonnable après sa nomination au comité de vérification (sous réserve, toutefois, dans ce dernier cas, que le conseil d'administration détermine que le manque initial de compétences financières de ce membre du comité de vérification n'entravera pas de façon importante la capacité du comité d'agir de manière indépendante ni de remplir son mandat). Un particulier possède des compétences financières s'il a la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers présentant des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité généralement comparables à ceux des points qui peuvent vraisemblablement être soulevés dans les états financiers de la Société. C'est au conseil qu'il incombe de déterminer si un administrateur devant être nommé membre du comité satisfait à ces critères de compétence financière.

Le mandat du président du comité de vérification est réévalué tous les trois (3) ans par le comité de régie d'entreprise, la première réévaluation devant avoir eu lieu en 2005; si on le souhaite, un nouveau président du comité de vérification sera recommandé par le comité de régie d'entreprise et mandaté par le conseil.

2. MANDAT

Le comité de vérification a les responsabilités suivantes :

Responsabilité principale

- a) superviser la présentation de l'information, financière ou autre, de la Société ainsi que l'application de sa politique de divulgation, comme il est décrit plus en détail ci-dessous, en parfaite conformité avec l'ensemble des exigences juridiques et réglementaires pertinentes;

Présentation de l'information financière

- b) examiner les états financiers trimestriels non vérifiés de la Société, ses états financiers annuels vérifiés et les communiqués de presse qui s'y rapportent, et en recommander l'approbation par le conseil;
- c) examiner avant publication le rapport de gestion de la Société en accordant une attention particulière à la présentation de questions inhabituelles ou délicates comme les opérations avec apparentés, les événements non récurrents importants, les risques importants, les modifications de conventions comptables, les estimations ou les réserves, de même que tout écart important entre les périodes de déclaration comparatives;

- d) examiner l'ensemble de l'information financière devant être incluse dans les notices annuelles, les rapports annuels, les circulaires de sollicitation de procurations de la direction, les prospectus, d'autres notices d'offre et d'autres documents qui comprennent des renseignements financiers de même nature exigeant l'approbation du conseil d'administration avant leur divulgation publique ou leur dépôt auprès des autorités réglementaires;
- e) examiner la déclaration de responsabilité de la direction à l'égard des états financiers signée par la haute direction et devant être adjointe à tout document publié;

Conventions comptables

- f) passer en revue les conventions comptables utilisées aux fins de la préparation des états financiers de la Société et en assurer la pertinence, notamment en examinant annuellement les principaux traitements et conventions comptables propres à la Société, et évaluer toute modification proposée de ces conventions;

Risques et incertitudes

- g) examiner tout litige, toute réclamation ou toute autre éventualité, y compris des avis de cotisation fiscale, qui pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société ou sur ses résultats d'exploitation, et faire en sorte qu'ils fassent l'objet d'une divulgation appropriée;

Contrôles et écarts par rapport aux contrôles

- h) surveiller la qualité et l'intégrité des contrôles internes de la Société, des contrôles et procédures de divulgation et des systèmes d'information de gestion, en mettant particulièrement l'accent sur les contrôles comptables et financiers; recommander des modifications au besoin et superviser la présentation des rapports de la direction sur les contrôles internes et sur les contrôles et procédures de divulgation;

Relations avec les vérificateurs externes

- i) évaluer de façon officielle la reconduction du mandat des vérificateurs externes ou le changement de ceux-ci et examiner toutes les questions relatives à un changement de vérificateurs externes, notamment tout différend entre la Société et les vérificateurs relativement à l'opinion de ces derniers ou à une réserve nuançant cette opinion, ou encore relativement à un commentaire exprimé par les vérificateurs;
- j) recommander au conseil d'administration un cabinet de vérificateurs externes, dont le comité aura établi l'indépendance, pour approbation par les actionnaires de la Société; examiner et approuver les modalités de leur mission; examiner et approuver leurs honoraires, l'étendue et le calendrier de leurs examens des états financiers trimestriels non vérifiés et de leur mission de vérification annuelle;

Le comité doit aussi se tenir au courant de certains **services liés à la vérification** et **services fiscaux** (dont la liste paraît au paragraphe ii) ci-dessous), dont la prestation sera assurée par les vérificateurs externes, et des coûts qui y sont rattachés, et approuver au préalable ces services et ces coûts, cette approbation préalable pouvant être donnée par un membre désigné « indépendant » (au sens où ce terme est défini dans le mandat du conseil d'administration et plus amplement décrit dans l'annexe B jointe au présent supplément) du comité; évaluer l'incidence, s'il y a lieu, de la prestation de ces

services liés à la vérification et de ces **services fiscaux** sur l'indépendance des vérificateurs externes; déterminer le financement approprié pour le paiement de la rémunération des vérificateurs externes. Dans le cas d'une approbation préalable de ces services par un membre désigné « indépendant » (au sens où ce terme est défini dans le mandat du conseil d'administration et plus amplement décrit dans l'annexe B jointe au présent supplément) du comité, cette approbation doit être soumise au comité dès sa première réunion prévue au calendrier suivant cette approbation.

Plus particulièrement, les vérificateurs externes :

i) fourniront les **services de vérification** précis suivants :

- vérification des états financiers consolidés annuels de la Société;
- vérification des états financiers annuels de certains groupes ou entités apparentés, selon les exigences ou les demandes de la direction;
- examen des états financiers consolidés trimestriels de la Société;
- examen de la notice annuelle, du rapport de gestion, de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction et d'autres documents que la Société doit déposer sur une base annuelle ou trimestrielle;
- examen des prospectus de la Société ou d'autres documents financiers et délivrance des consentements, lettres d'accord présumé ou autres lettres requises aux parties intéressées; et
- recherches et consultations comptables à l'égard de l'application des principes comptables généralement reconnus (« **PCGR** »);

ii) pourront, sur approbation préalable du comité, cette approbation préalable pouvant être donnée par un membre désigné « indépendant » (au sens où ce terme est défini dans le mandat du conseil d'administration et plus amplement décrit dans l'annexe B jointe au présent supplément) du comité (dans la mesure, toutefois, où toute approbation préalable donnée par un membre désigné « indépendant » (au sens où ce terme est défini dans le mandat du conseil d'administration et plus amplement décrit dans l'annexe B jointe au présent supplément) du comité est présentée au comité dès sa première réunion prévue au calendrier suivant cette approbation), fournir les **services liés à la vérification** et les **services fiscaux** suivants et d'autres services semblables qui ne sont pas incompatibles, par nature, avec le maintien de leur indépendance professionnelle :

- vérification des états financiers annuels des régimes de retraite des employés;
- préparation de rapports spéciaux à l'intention de tiers requis pour assurer le respect de diverses obligations contractuelles ou autres de la Société ou de l'une ou l'autre de ses unités d'exploitation;
- vérification particulière des procédures de contrôle;
- services de contrôle préalable visant à assister la direction dans le contexte de décisions d'investissement ou de désinvestissement;

- services de vérification à la pièce visant à soutenir le travail du vérificateur interne, au besoin;
- services-conseils en vue de la conformité au projet de loi n° 198 (*Loi mettant en œuvre certaines mesures budgétaires et d'autres initiatives du gouvernement — Ontario 2002*);
- services de traduction relativement à l'information financière et aux dépôts réglementaires auxquels il est fait référence au paragraphe j)i) ci-dessus;
- préparation ou examen des déclarations de revenus ou autres déclarations fiscales des unités d'exploitation de la Société au pays ou à l'étranger;
- services de consultation relatifs à l'observation des règles fiscales ou à la planification fiscale auprès des autorités du pays ou à l'étranger, qu'il s'agisse d'impôts fédéraux, provinciaux ou d'État ou de taxe sur le capital; stratégies de financement fiscal international, de structuration ou de rapatriement; stratégies d'utilisation des pertes; conseils relatifs aux dépenses de recherche et de développement;
- consultations à l'égard du risque et de l'évaluation en matière d'établissement des prix de cession interne;
- examen des régimes de rémunération des dirigeants, notamment les régimes de retraite, d'options sur actions et de rémunération différée;
- examen de la conformité et planification en matière d'impôts des employés affectés à l'étranger, y compris les services de préparation des déclarations de revenus s'y rapportant;
- conseils fiscaux pour les bureaux à l'étranger à l'égard des projets fiscaux internationaux et coordination de ceux-ci;
- discussions à l'égard des récents développements en matière de fiscalité et réponse aux questions fiscales à mesure qu'elles se présentent;
- soutien à l'égard des contrôles des autorités fiscales; et
- conseils en matière de taxe d'utilisation.

iii) n'auront pas le droit de fournir les **services autres que de vérification** suivants, qui sont incompatibles avec la préservation de leur indépendance professionnelle :

- services de tenue de livres et de comptabilité;
- services de vérification interne (à l'exception de services, éléments ou programmes à la pièce non récurrents);
- services d'expertise et de soutien juridique (à l'exception de certaines enquêtes spéciales ou de juricomptabilité);
- services de technologie de l'information liée aux systèmes financiers;

- services d'actuariat (à l'exception d'examens particuliers exécutés dans un contexte autre que financier);
 - services d'évaluation (à l'exception de services rendus à des fins autres que financières, par exemple l'établissement des prix de cession interne et d'autres fins strictement fiscales ou dans d'autres circonstances limitées);
 - services juridiques et autres services d'assistance judiciaire;
 - fonctions de direction; et
 - services liés aux ressources humaines (à l'exception des services de planification fiscale et des services de conformité).
- k)** établir, avec les vérificateurs externes, les attentes du comité à leur égard (y compris le fait qu'ils relèvent directement du comité et sont redevables au conseil d'administration et au comité en tant que représentants des actionnaires de la Société) et exécuter un examen annuel du mandat, de l'organisation, de la dotation en personnel, de l'indépendance, du rendement et de l'efficacité des vérificateurs externes;
- l)** passer en revue avec les vérificateurs externes le contenu du rapport de vérification annuelle et examiner toute recommandation importante formulée par les vérificateurs externes visant à renforcer les contrôles internes de la Société;
- m)** examiner les résultats de la vérification externe, tout problème important survenu pendant la mission de vérification ainsi que le contenu de toute lettre à la direction adressée par les vérificateurs externes à la Société, de même que la réponse de la direction à une telle lettre;
- n)** examiner toute question importante restée en suspens entre la direction et les vérificateurs externes qui pourrait avoir une incidence sur la présentation de l'information financière ou sur les contrôles internes de la Société;
- o)** passer en revue et approuver les politiques d'embauche de la Société en ce qui a trait aux associés, employés et anciens associés et employés des vérificateurs externes actuels et antérieurs de la Société (voir la copie de la politique actuelle de la Société à l'annexe A jointe au présent mandat du comité);
- p)** vérifier avec régularité le respect des exigences applicables à la rotation des associés applicables des vérificateurs externes;
- q)** confirmer que les vérificateurs externes font état de leurs activités directement au comité;
- r)** superviser les travaux des vérificateurs externes engagés pour établir ou délivrer un rapport de vérification ou rendre d'autres services de vérification, d'examen ou d'attestation à la Société, dont la résolution de désaccords entre la direction et les vérificateurs externes au sujet de l'information financière;

Relations avec le vérificateur interne

- s)** établir, avec le vérificateur interne, les attentes du comité à son endroit;

- t)** passer annuellement en revue le rapport sur la fonction de vérification interne portant sur le mandat, l'organisation, la dotation en personnel, l'indépendance, le rendement et l'efficacité des services de vérification interne; obtenir, approuver et surveiller l'exécution de la stratégie de vérification interne annuelle, y compris les mesures de gestion des risques proposées par le vérificateur interne; obtenir des assurances relativement à la conformité aux normes professionnelles de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (**ICCA**), aux exigences de l'Institut des vérificateurs internes (**IVI**) et des autres autorités réglementaires, et recueillir les recommandations de la direction et du vérificateur interne;
- u)** examiner les constatations et les recommandations importantes faites par le vérificateur interne et les mesures prises par la direction à leur égard;

Autres responsabilités

- v)** aider le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités fiduciaires relatives aux conventions comptables, aux pratiques de présentation de l'information et aux contrôles internes de la Société;
- w)** maintenir une voie de communication directe avec le chef des affaires financières, le vice-président, Vérification interne et les vérificateurs externes, surveiller l'étendue et le coût de leurs activités de vérification et évaluer leur rendement;
- x)** passer en revue la politique de divulgation de la Société (incluse dans ce manuel à l'onglet 4) et en recommander l'approbation par le conseil; cette politique traite de la présentation, aux actionnaires de la Société, aux commissions des valeurs mobilières, à la Bourse de Toronto, aux analystes financiers, aux courtiers en valeurs mobilières et au grand public, des résultats financiers, des déclarations de dividendes et des renseignements sur les changements importants; passer périodiquement cette politique en revue pour confirmer sa conformité aux exigences juridiques et réglementaires applicables et formuler des recommandations à l'intention du conseil quant aux modifications requises;
- y)** surveiller l'application des procédures établies par le comité pour i) la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou des questions de vérification et ii) concernant l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, par les salariés de la Société, de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou de vérification; passer périodiquement en revue le libellé de ces procédures et formuler des recommandations à l'intention du conseil quant aux modifications nécessaires;
- z)** surveiller l'application du plan de sécurité et de relève en cas de sinistre de la Société; revoir périodiquement ce plan et formuler à l'intention du conseil des recommandations sur toute modification nécessaire;
- aa)** obtenir chaque année du vice-président, Risques et assurances de SNC-Lavalin un rapport sur la compagnie d'assurance captive de la Société, étudier ce rapport et formuler à l'intention du conseil des recommandations sur toute modification nécessaire;
- bb)** engager des avocats indépendants et les autres conseillers que le comité juge nécessaires à l'exécution de ses fonctions, établir et verser les honoraires de ces conseillers qu'emploie le comité; et

- cc)** à la demande du conseil, obtenir des rapports sur tout autre sujet découlant de ce qui précède et étudier ces rapports, qu'ils portent sur la Société, sur l'une de ses filiales ou sur toute autre entité dans laquelle la Société détient une participation importante.

3. ORGANISATION ET PROCÉDURES

- a)** Le comité se réunit régulièrement, au moins quatre (4) fois par année, et à tout autre moment à la demande du président du comité. Le chef de la direction financière, le vice-président, vérification interne, les vérificateurs externes ou tout autre membre du comité peut demander la tenue d'une réunion du comité. À chacune des réunions prévues du comité, le président du comité tient une séance à huis clos avec les administrateurs externes (non membres de la direction).
- b)** Le président du conseil et le président du comité, avec l'accord du chef de la direction financière et du vice-président, vérification interne, dressent l'ordre du jour, après quoi cet ordre du jour lequel circule parmi les membres du comité et tous les autres membres du conseil.
- c)** Le chef de la direction financière a un accès direct au comité et reçoit les avis de convocation à toutes les réunions du comité, sauf aux séances privées, et y assiste.
- d)** Les vérificateurs externes et le vice-président, vérification interne, reçoivent l'avis de convocation à toutes les réunions du comité, sauf aux séances privées, et sont invités à y assister.
- e)** Les vérificateurs externes et un ou plusieurs représentants de la haute direction se réunissent avec le comité, en séances privées, au moins quatre (4) fois par année.
- f)** Le comité a le pouvoir de communiquer directement avec les vérificateurs externes et peut également communiquer directement avec tout employé de la Société et avec le vice-président, vérification interne, s'il le juge nécessaire.
- g)** Les membres du comité se réunissent, au moins une fois par année, avec le chef de la direction financière afin de rehausser le niveau de leurs compétences financières à l'égard des états financiers de la Société.
- h)** Le comité évalue, une fois par année, son propre rendement, établit les ordres du jour des prochaines réunions (dont une copie est fournie à tous les membres du conseil) et fait des recommandations au conseil lorsque les circonstances l'exigent.
- i)** Le comité revoit, une fois par année, son propre mandat afin de s'assurer qu'il est toujours approprié, et fait des recommandations au comité de régie d'entreprise, au besoin.

* * * * *

ANNEXE A

(au mandat du comité de vérification de la Société)

Politique en matière d'embauche de salariés et d'anciens salariés des vérificateurs externes actuels et anciens de la Société

La Société et ses filiales ne retiennent pas les services de toute personne à titre de dirigeant, de salarié ou de consultant qui est en mesure d'influencer la préparation des états financiers de la Société si elle-même ou tout membre de sa famille immédiate fait partie de l'équipe de mission de tout cabinet agissant à titre de vérificateurs externes de la Société ou de l'une quelconque de ses filiales.

La même interdiction s'applique à l'égard de toute personne si elle-même ou tout membre de sa famille immédiate a fait partie auparavant de l'équipe de mission d'un cabinet agissant ou ayant agi à ce titre, sauf si une période d'au moins un (1) an s'est écoulée depuis la date du dernier dépôt, auprès d'une autorité de réglementation, des états financiers vérifiés par l'équipe de mission.

* * * * *

ANNEXE B

(au mandat du comité de vérification de la Société)

Définition d'« indépendance »

Afin de vérifier si un administrateur est « indépendant », le conseil applique les critères réglementaires pertinents (voir ci-dessous). À ces critères, le conseil a rajouté une exigence additionnelle interdisant que plus de deux de ses administrateurs siègent au conseil d'une même entité externe. Ces critères d'« indépendance » figurent dans le mandat du conseil d'administration, présenté au Supplément C de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société de 2008 et qui peut aussi être consulté sur le site Web de la Société (www.snclavalin.com) sous « À propos » / « Régie d'entreprise »; une version imprimée du mandat du conseil peut également être obtenue sur demande auprès du secrétaire de la Société.

Critères réglementaires d'« indépendance »

- 1) Un membre du conseil ou du comité de vérification est indépendant s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Société.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1), une « **relation importante** » s'entend d'une relation dont le conseil d'administration de la Société pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à l'indépendance du jugement du membre.
- 3) Malgré le paragraphe 2), les personnes physiques suivantes sont considérées comme ayant une relation importante avec la Société :
 - a) une personne physique qui est ou a été au cours des trois (3) dernières années membre de la haute direction ou salarié de la Société;
 - b) une personne physique dont un membre de la famille immédiate est ou a été au cours des trois (3) dernières années membre de la haute direction de la Société;
 - c) une personne physique qui, à l'égard de la société qui est le vérificateur interne ou externe de la Société, remplit l'une des conditions suivantes :
 - i) elle est un associé;
 - ii) elle est un salarié; ou
 - iii) elle a été un associé ou un salarié au cours des trois (3) dernières années et a participé personnellement à la vérification de la Société durant cette période;
 - d) une personne physique dont le conjoint, son enfant mineur ou l'enfant mineur de son conjoint, ou encore son enfant ou l'enfant de son conjoint qui partage sa résidence, qu'il soit mineur ou non qui, à l'égard de la société qui est le vérificateur interne ou externe de la Société, remplit l'une des conditions suivantes :
 - i) il est un associé;
 - ii) il est un salarié qui participe aux activités de vérification, de certification ou de conformité fiscale, mais non de planification fiscale; ou

- iii) il a été un associé ou un salarié au cours des trois (3) dernières années et a participé personnellement à la vérification de la Société durant cette période;
 - e) une personne physique qui est ou a été, ou dont un membre de la famille immédiate est ou a été, membre de la haute direction d'une entité au cours des trois (3) dernières années, si l'un des membres de la haute direction actuels de la Société fait partie ou a fait partie durant cette période du comité de rémunération de l'entité; et
 - f) une personne physique qui a reçu, ou dont un membre de la famille immédiate de celui-ci agissant à titre de membre de la haute direction de la Société a reçu plus de 75 000 \$ par an comme rémunération directe de la Société sur une période de douze (12) mois au cours des trois (3) dernières années.
- 4) Malgré le paragraphe 3), une personne physique n'est pas considérée comme ayant une relation importante avec la Société du seul fait :
- a) qu'elle ait eu une relation correspondant à la définition donnée au paragraphe 3) si cette relation a pris fin avant le 30 mars 2004; ou
 - b) qu'elle ait eu une relation correspondant à la définition donnée au paragraphe 3) en vertu du paragraphe 8) si cette relation a pris fin avant le 30 juin 2005.
- 5) Pour l'application des sous-paragraphes c) et d) du paragraphe 3), un associé ne comprend pas un associé à revenu fixe n'ayant pas d'autres droits dans la société qui est vérificateur interne ou externe que celui de recevoir des montants fixes à titre de rémunération, y compris des rémunérations différées, pour des services antérieurs auprès de cette société, si la rémunération n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services.
- 6) Pour l'application du sous-paragraphe f) du paragraphe 3), la rémunération directe ne comprend pas les éléments suivants :
- a) la rémunération gagnée à titre de membre du conseil d'administration de la Société ou d'un comité du conseil d'administration; et
 - b) la réception de montants fixes à titre de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, y compris les rémunérations différées, pour des services antérieurs auprès de la Société, si la rémunération n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services.
- 7) Malgré le paragraphe 3), une personne n'est pas considérée comme ayant une relation importante avec la Société uniquement pour les motifs suivants :
- a) elle ou un membre de la famille immédiate de celle-ci a rempli antérieurement les fonctions de chef de la direction par intérim; ou
 - b) elle ou un membre de la famille immédiate de celle-ci remplit ou a rempli antérieurement à temps partiel les fonctions de président ou de vice-président du conseil d'administration de la Société ou d'un comité du conseil d'administration.
- 8) Pour l'application des critères ci-dessus, qui servent à la détermination du caractère d'« indépendance » d'un particulier, « la Société » comprend ses filiales et sa société mère.

Critères réglementaires d'indépendance supplémentaires applicables aux membres du comité de vérification

- 1) Malgré l'application des critères d'indépendance ci-dessus, est considérée comme ayant une relation importante avec la Société la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :
 - a) elle accepte, directement ou indirectement, des honoraires de consultation, de conseil ou d'autres honoraires de la Société ou d'une filiale de la Société, à l'exception de la rémunération reçue à titre de membre du conseil d'administration de la Société ou d'un comité du conseil d'administration, ou à titre de président ou de vice-président à temps partiel du conseil d'administration ou d'un comité du conseil d'administration; ou
 - b) elle est membre du même groupe que la Société ou que l'une de ses filiales.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1), l'acceptation indirecte, par une personne d'honoraires de consultation, de conseil ou d'autres honoraires comprend l'acceptation d'une rémunération :
 - a) par son conjoint, son enfant mineur ou l'enfant mineur de son conjoint, ou encore par son enfant ou l'enfant de son conjoint qui partage sa résidence, qu'il soit mineur ou non; ou
 - b) par une entité qui fournit des services comptables, de consultation, juridiques, de financement ou de conseil financier à la Société ou à une filiale de la Société et dont elle est associé, membre, membre de la direction, par exemple un directeur général occupant un poste comparable, ou encore membre de la haute direction, à l'exception des commanditaires, des associés non directeurs et des personnes qui occupent des postes analogues, pour autant que, dans chaque cas, ils n'aient pas de rôle actif dans la prestation de services à l'entité.
- 3) Pour l'application du paragraphe 1), les honoraires ne comprennent pas la réception de montants fixes à titre de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, y compris les rémunérations différées, pour des services antérieurs auprès de la Société, si la rémunération n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services.

* * * * *